

# FAUT-IL AUTORISER LES TENDANCES ?

## III. LIBERTÉ DE DISCUSSION ET PRINCIPES

On ne peut sans cesse tout remettre en question !

Combien de fois ne nous a-t-on pas opposé cette exclamation à une critique quelconque.

A la maxime de Lénine : « Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire », on oppose couramment (et pas seulement dans le P.C.) « Il vaut mieux agir que de discuter ». Et on laisse entendre — quand on n'y insiste pas lourdement — que les ouvriers sont les gens qui agissent et les intellectuels ceux qui discutent et n'agissent pas. L'activisme et l'anti-intellectualisme, instruments des démagogues fascistes, se sont introduits ainsi largement dans le mouvement ouvrier, sous la forme d'un ouvrierisme d'autant plus rebutant qu'il est le fait de bureaucrates de formation intellectuelle dans la plupart des cas.

Le complément indispensable de ce divorce entre la pensée et l'action, c'est l'immobilisation de la pensée en innombrables « principes » intouchables dont les bureaucrates sont les docteurs et les gardiens.

Ainsi le marxisme, la pensée la plus vivante jamais jaillie de l'humanité, se voit-il relégué dans l'ombre, soumis à une vie semi-clandestine, tandis que ses servants officiels s'efforcent — non sans succès locaux et temporaires — de le scléroser en dogmes.

« Vous voulez tout remettre en question tout le temps ! » On sous-entend le raisonnement suivant : « quand vous prenez aux militants un peu de leur temps pour discuter, c'est autant qu'ils ne consacreront pas à agir ; or les militants disposent de peu de loisirs ; donc vous êtes des saboteurs de l'action ouvrière ».

### PENSER NE DOIT PAS ETRE UN PRIVILEGE

Le militant, et surtout le militant ouvrier, est ainsi considéré comme un robot politique qui s'en remet du soin de penser à ses dirigeants, ces spécialistes. Trop nombreux sont ceux qui acceptent cette situation. Cela se traduit par cette conclusion trop fréquente des discussions : « Je ne peux pas te répondre, je ne suis pas un intellectuel, moi, je ne suis pas assez calé, tu devrais en discuter avec Machin qui est secrétaire fédéral... »

Pourtant la démocratie prolétarienne, comme pratique dans les organisations présentes, et comme perspective d'avenir pour toute la société, n'a de sens que si l'on considère que chaque homme, chaque travailleur, est capable de comprendre ce qui est juste au point de vue de ses intérêts de classe, non seulement en général, historiquement, une fois pour toutes, c'est-à-dire comme orientation générale vers le collectivisme, mais concrètement, dans le détail de la lutte quotidienne.

Il ne s'agit pas, à l'inverse, de prétendre que le militant ouvrier peut tout comprendre, par nature, instinctivement et sans effort. Non ! mais, ni plus ni moins qu'un intellectuel, il peut comprendre ce qui est dans le champ de son expérience, dans la mesure où les éléments d'information lui sont fournis honnêtement (sans filtrage) en même temps qu'une argumentation critique qui l'arme contre l'argumentation adverse, qu'il ne doit pas être question de lui cacher ou de lui déformer.

Là le P.C. invoque sa presse abondante, ses livres, ses écoles et stages de formation. Certes, cette littérature et cette pédagogie font appel au sérieux des travailleurs. Trop même : elle l'épuise en battant les records de la grise monotonie des généralités creuses et du rabâchage indigeste. Ces défauts, toutefois, seraient mineurs s'ils n'étaient que maladresse, expression d'un bas niveau culturel national ; mais il n'en est rien, et ils sont graves parce qu'ils sont la conséquence et l'effet du monopole d'expression d'une clique qui s'approuve sans cesse en dépit des démentis les plus cinglants fournis par les événements (dernier exemple : les écœurants témoignages d'autosatisfaction pour la victoire algérienne, que s'accorde une direction qui ne l'a ni voulue, ni préparée, ni aidée, au long de sept années consacrées à un geignard pacifisme pétitionnaire). Petit à petit, la mesure de la vérité a cessé de se trouver dans la confrontation entre l'expérience vécue et les opinions d'une part, d'autre part entre ces opinions elles-mêmes, elle est devenue une affaire de personnes. La vérité procède du titre et de la place de celui qui parle ; d'ailleurs sans contradiction, obligeant les faits à entrer dans le moule préfabriqué de la « juste ligne » du Parti. (Il est entendu que la ligne du Parti est nécessairement juste, mais employer le mot ligne en constante liaison avec l'adjectif juste constitue un procédé « terroriste » qui en interdit la discussion.) Que cette « ligne » soit fluctuante importe peu ; les fluctuations seront soit niées, soit attribuées à la réalité elle-même, et, comme l'examen critique du passé n'est pas plus toléré que celui du présent, la pensée est également privée du droit à la référence historique, autre monopole des dirigeants qui transforment l'histoire en galerie d'images d'Epinal.

Il ne peut y avoir de redressement du mouvement ouvrier sans mise hors la loi du principe : « C'est juste parce qu'Untel le dit » et son remplacement par « Nous pensons ainsi parce que l'examen des points de vue contraires ne nous a pas convaincus ».

### SANS CONTRADICTION, PAS DE PENSEE

Et s'il n'y a pas de minorité ? Si la communauté des intérêts produit toujours l'unanimité dans une organisation bien rodée ?

Entre hommes qui pensent, l'unanimité n'est possible (sans être fatale) qu'au terme de larges discussions.

Est-ce le culte du désaccord ?

La manie de la contradiction est rare parmi les travailleurs. Ils ont autre chose à faire qu'à s'opposer pour le plaisir. Et puis, les petits défauts individuels ont peu de poids à l'échelle du mouvement ouvrier d'un pays tout entier. Les travers des individus sont annulés par le sens de la responsabilité qui se manifeste dans les assemblées ouvrières démocratiques. Tous ceux qui ont participé à la décision et à l'organisation d'une grève, par exemple, le savent. Il n'y a rien à craindre à faire confiance à l'esprit critique d'organismes de masses qui ne sont pas chloroformés par une information à sens unique.

C'est bien plutôt au niveau des cercles restreints des organes de direction bureaucratiques que les oppositions